

Le paradoxe du libéralisme

La question se pose avec acuité. Elle hante les débats. On ne peut plus ne pas la regarder en face. Que signifient, lorsqu'on parle de médecine, des concepts comme le libéralisme, la compétition, la concurrence, la loi du marché – bref, tous ces talismans qui doivent sauver un système que la charge économique menace de faire sombrer ?

Difficile de répondre sans s'intéresser d'abord à ce qui se joue au niveau politique. Comme le décrit très bien Slavoj Žižek,¹ le libéralisme s'organise selon un étrange paradoxe. D'un côté, dans la plupart des démocraties, se déploie une «droite traditionaliste» : elle promeut l'économie de marché, donc l'individualisme et le refus des régulations étatiques, tout en s'opposant à la morale produite par ce même marché. De l'autre, lui faisant face en un contrepoint bien codifié, une «gauche multiculturaliste». Au plan économique, son attitude consiste à contraindre les forces du marché. Dans le domaine moral, au contraire, elle adhère aux conséquences de ce marché, en particulier la libération des mœurs. Bien sûr, il existe aussi une droite «décomplexée» qui avance vers une vision libérale de la morale. Et une gauche «d'avant-garde» qui a adopté, bon gré mal gré, la vision de l'économie libérale. Mais le repli auquel nous assistons ces jours, suscité par une montée des angoisses, s'opère plutôt en faveur des anciennes distinctions et au sein du paradoxe décrit par Žižek.

En résumé ? C'est comme si, en raison d'obscurs mécanismes de défense, nous étions incapables de supporter un libéralisme traversant de part en part le champ des activités humaines – de l'économie à la morale. Comme s'il existait un besoin irrépressible d'imprimer, dans un domaine au moins, une marque de civilisation.

Mais le paradoxe va encore plus loin, explique Žižek. Car le libéralisme est davantage qu'un programme : il constitue une idéologie. Une drôle d'idéologie, en fait, dont la principale prétention consiste à se dire anti-idéologique. Le libéralisme, c'est sa manière de séduire, brandit sans cesse le mythe de la neutralité. Pas d'idées préconçues, pas de valeurs, l'homme est mauvais, mieux vaut s'appuyer sur une méthode qui se passe de ses idées pseudo-généreuses : voilà son crédo. Il se contente donc de refuser toute utopie et de viser une «société la moins pire possible».

Seulement, on ne se sort pas comme ça des ornières idéologiques. Le libéralisme fait mine de rester «neutre», mais, dans le vaste système de contrebande symbolique qu'il organise en sous-main, il ne cesse de promouvoir sa puissante utopie marchande.

Il faut bien comprendre que, dans l'idéologie libérale, les individus ne sont pas considérés comme des sujets. Pire : ils ne s'en aperçoivent pas. Embarqués dans la vision utilitariste qu'elle propose (sans débat), ils ont tendance à penser que tout, y compris eux-mêmes, a une fonction, simple et quantifiable. Que rien ne vaut par soi-même, hors de ce que peut en dire le marché et sa manière de déterminer une valeur.

Mais il s'agit là d'un tour de passe-passe, rappelle Žižek. Si le marché est possible, c'est parce qu'il existe des sujets rationnels libres. Et ceux-ci ne sont pas produits par le marché : ils ont été engendrés par «un processus antérieur complexe qui concerne la dette symbolique, l'autorité et, par-dessus tout, la confiance». Pour qu'un échange marchand ait lieu, «il doit se trouver des sujets qui participent au pacte symbolique fondamental et affichent une confiance élémentaire en la Parole». On pourrait rétorquer : le marché est le domaine de la fraude, du non-dévoilé et du mensonge. Il ne cesse de jouer de l'esbroufe, du jeu caché, du faire-croire. C'est vrai. Mais rien de tout cela n'est possible sans que soit d'abord établie une vérité et donc sans l'existence d'un référentiel de valeur.

Considérez le système de santé. On pourra instaurer toute la concurrence que l'on voudra, changer les soins en distribution de prestations, transformer les gestes médicaux en économie de services, il sera impossible de se passer d'un échange de paroles, de transactions symboliques, de rites. Et surtout d'une élaboration de cette attitude réciproque que, dans toutes les civilisations, les humains développent : la confiance.

Autrement dit, le libéralisme, qu'il soit économique ou moral, est toujours un recyclage (souvent destructeur) de valeurs, de limites, de régulations – et au-delà, de processus sociaux complexes et humanisants.

Lorsqu'il s'agit du management du système de santé, le catéchisme libéral – l'absence de parti pris, la neutralité détachée – fait sourire. Prenez les caisses-maladies et leur rapport à la transparence. Ce sont des entreprises marchandes comme les autres. Elles se battent farouchement pour défendre le secret des affaires (en d'autres mots, l'opacité de leurs comptes), au nom, disent-elles, d'une saine concurrence : elles font comprendre qu'avec leur droit de ne pas tout révéler, voire de bluffer, c'est leur identité, leur capacité de se distinguer des autres, qui se joue. Mais simultanément, au nom du même libéralisme, elles exigent la circulation des données concernant les soins, la transpa-

rence des soignants et finalement des patients. Le libéralisme, pour elles, représente une doctrine asymétrique dont les contraintes s'appliquent à la personne humaine, non à l'entreprise économique.

On parle beaucoup, ces jours, de l'initiative que veut lancer un mouvement évangélique (de droite) en faveur d'un déremboursement de l'avortement. L'intéressant de cette initiative, c'est sa manière de ne pas évoquer directement des valeurs. Non. Elle se contente de demander la libéralisation économique de l'acte. Que l'avortement concerne les pauvres en majorité, les femmes migrantes surtout, que son déremboursement ait comme résultat d'augmenter le nombre d'adolescentes mères et d'enfants non désirés, puis de problèmes sociaux en aval (et d'immenses coûts pour la société), n'y change rien : les initiants estiment que l'on doit laisser faire la loi du marché. A celles qui ont les moyens, la prestation peccamineuse continuera d'être disponible dans de bonnes conditions. Les autres devront faire avec la débrouille, les avortements clandestins ou les maternités imposées, bref, avec les conséquences de leur «péché». L'économie libérale transforme la richesse en eau bénite d'une réaction morale qui ne dit pas son nom.

Le véritable danger, en réalité, que représente l'approche libérale, consiste en sa tendance monopolistique et dans notre incapacité à lui opposer des contre-pouvoirs, y compris moraux, capables de démontrer qu'elle n'est pas l'unique voie de nos vies et de la société.

Si les DRG, par exemple, imposent trop unilatéralement leur logique, si la concurrence ne devient plus qu'affaire d'utilitarisme marchand, s'en sera fini non seulement du respect des personnes vulnérables, mais aussi de ce qu'il y a de vulnérable dans le système : le sujet humain, unique, non interchangeable, et sa liberté d'être lui-même. Les chiffres feront croire que la complexité de l'existence est devenue transparente, alors qu'elle est fondamentalement opaque. Ils feront penser que leur rôle est d'orienter la vie humaine, alors qu'elle doit par essence rester autodéterminée. L'illusion finale consistera à imaginer que le marché peut dévoiler le sens final de l'aventure humaine : qu'il représente un accès au pourquoi et à la signification de l'existence. Illusion de transparence par laquelle le libéralisme, né de l'esprit des Lumières, menace de provoquer un crépuscule de la civilisation.

Bertrand Kiefer

¹ Žižek S. Vivre la fin des Temps. Paris : Flammarion, 2010.